



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

La coopération agricole en France, étude géographique des grands groupes coopératifs

Jean-Pierre Peyon

Abstract

French agricultural cooperation, a geographical research about the large cooperatives - In France the large agricultural cooperatives have a rising economical weight and influence the agricultural evolutions. But, contradictions and tensions with French peasantry are growing.

Résumé

Les grandes coopératives agricoles françaises représentent un poids économique croissant et influencent les évolutions agricoles. Ce faisant, des contradictions et des tensions avec le monde paysan se font jour.

Citer ce document / Cite this document :

Peyon Jean-Pierre. La coopération agricole en France, étude géographique des grands groupes coopératifs. In: Économie rurale. N°162, 1984. p. 36;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1984.3082>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1984_num_162_1_3082

Fichier pdf généré le 08/05/2018

LA COOPÉRATION AGRICOLE EN FRANCE, ÉTUDE GÉOGRAPHIQUE DES GRANDS GROUPES COOPÉRATIFS

PEYON Jean-Pierre

Mots-clés : France, coopération agricole, agro-alimentaire, géographie.

Université de Paris VII, 2, place Jussieu, 75005 Paris. Tél. 336.25.25 poste 52.85

Résumé : Les grandes coopératives agricoles françaises représentent un poids économique croissant et influencent les évolutions agricoles. Ce faisant, des contradictions et des tensions avec le monde paysan se font jour.

FRENCH AGRICULTURAL CO-OPERATION, A GEOGRAPHICAL RESEARCH ABOUT THE LARGE CO-OPERATIVES

Summary : In France the large agricultural co-operatives have a rising economical weight and influence the agricultural evolutions. But, contradictions and tensions with French peasantry are growing.

En 1979, 67 firmes coopératives agricoles emploient chacune plus de 300 salariés, réalisant un chiffre d'affaires de 61 milliards de francs, c'est-à-dire la moitié de l'activité de l'ensemble du secteur coopératif agricole français. Elles représentent plus du tiers de l'activité des firmes agro-alimentaires de même importance, avec un degré de concentration plus élevé. C'est ainsi que parmi les 14 firmes françaises dont l'activité dépasse trois milliards de francs, la moitié sont coopératives. Aux noms de l'Union Laitière Normande ou de SODIMA-Yoplait (produits laitiers), répondent ceux de SOCOPA (viande), de la Coopérative de Landerneau (activités polyvalentes) ou de l'UNCAC (céréales). Elles occupent bien souvent la première place à l'exportation.

Ces grands organismes coopératifs sont essentiellement répartis au **nord-ouest d'une ligne « La Rochelle-Mézières »**. Cette localisation traduit l'étroite relation qui s'est établie entre la présence de ces grands groupes et l'intensification des productions animales ; notamment, le grand bassin laitier français est normand et breton. Cet ample réseau d'usines, de silos, d'abattoirs ou d'agences coopératives constitue bien souvent la trame agro-industrielle qui enserre un tissu d'exploitations encore dense.

Les grandes firmes coopératives combinent **trois organisations spatiales** : un **espace de collecte** des produits agricoles ou de redistribution des produits nécessaires à cette production, un **espace de travail** façonné par les usines et les dépôts, un **espace commercial** formé par les réseaux de distribution de leurs produits.

Il est possible de distinguer plusieurs stratégies de développement économique et spatial depuis la Seconde guerre mondiale, que l'on peut regrouper en deux grands ensembles : une **stratégie de filière** assurant la spécialisation de l'entreprise autour d'un produit dominant ou bien une stratégie de polyvalence. Dans le premier cas certaines firmes ont pu se créer un marché national sinon européen en intégrant diverses firmes privées, mais en se détachant de leurs racines agricoles ; dans le second cas elles restent attachées au milieu agricole régional mais ont du mal à s'imposer sur un marché de plus en plus tendu et concentré.

Quelles que soient ces stratégies, ces groupes coopératifs exercent au niveau de leur espace de collecte ou de redistribution un **monopole spatial plus ou moins étendu**. Ils participent à la structuration de ces espaces agricoles, dans la Région Nantaise pour la CANA par exemple, ou dans une partie de la Basse-Normandie pour l'ULN. L'exploitation agricole se trouve de plus en plus insérée dans ce contexte agro-industriel par l'accroissement des flux d'amont et d'aval. Par leur capacité financière et leur encadrement technique, les entreprises coopératives interviennent plus massivement dans **les évolutions agricoles**.

La croissance et la concentration de ces outils industriels et commerciaux posent concrètement les problèmes des **relations entre les coopérateurs et leurs entreprises**. L'extension des zones de collecte, l'accroissement du nombre de sociétaires, l'alourdissement des impératifs de gestion, le rôle des technostructures a tendance à marginaliser le pouvoir de décision des agriculteurs. Pourtant, l'expérience montre que la volonté du conseil d'administration fermement mandaté par la base ou le syndicalisme agricole peut faire échec à ces difficultés. Il n'empêche que les contradictions entre les impératifs de la gestion industrielle en économie libérale et la recherche d'une gestion solidariste et sociale s'aggravent dans les campagnes françaises.

Les **tensions entre coopération et syndicalisme agricole** se font plus précises, remettant en cause le concept admis par tous dans les années soixante, c'est-à-dire celui de la « prise du pouvoir économique par la coopération agricole ». Les risques d'une « érosion coopérative » notamment chez les jeunes, ne sont pas minces, renforcés, parfois, par la méconnaissance du milieu agricole et des erreurs de comportement chez les responsables coopératifs eux-mêmes.

Les grandes coopératives se trouvent à **la croisée des chemins** en ce début des années quatre-vingt. Elles ont démontré leur capacité à créer un ensemble agro-alimentaire puissant, mais se sont parfois éloignées de leur spécificité coopérative. Elles ont favorisé le raccourcissement du circuit de distribution en fournissant des quantités massives de denrées alimentaires aux grandes chaînes de distribution mais les agriculteurs sociétaires n'ont pas toujours tiré la meilleure part de ces économies d'échelle.